

Patrick MBEKO

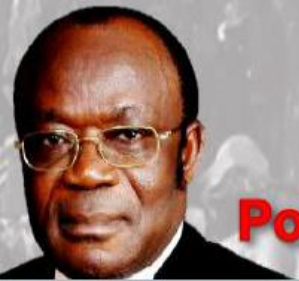
Honoré NGBANDA-NZAMBO



STRATÉGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

POKER MENTEUR EN AFRIQUE DES GRANDS LACS





STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE



Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Présentation du livre et des auteurs

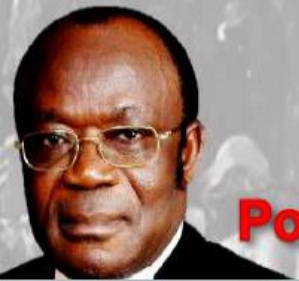
(4^e page de couverture)

Voilà 20 ans que la région des Grands Lacs africains, particulièrement la République Démocratique du Congo (RDC), vit au rythme de guerres, de génocides, de pillages et de trafics en tous genres. Pourquoi ces conflits et ce chaos indescriptible ? Pourquoi cette tragédie est-elle ignorée des grands médias ? Pourquoi les différentes agressions répétées du Congo et le pillage de ses ressources naturelles par les armées rwandaise et ougandaise n'ont-elles jamais été sanctionnées par la « communauté internationale » ? Pourquoi les différentes résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU sur le pillage du Congo ne sont jamais suivies d'effet ? Pourquoi les différentes tentatives politiques pour mettre fin au carnage en cours dans ce pays, depuis près de deux décennies, n'ont jamais abouties ?...

Se fondant sur une parfaite connaissance de la région des Grands Lacs africains, Honoré NGBANDA et Patrick MBEKO brossent un tableau documenté de la situation qui nous permet de comprendre la réalité de l'effroyable tragédie qui déchire cette région. La vérité, affirment les auteurs, est que ce n'est pas le Rwanda de Kagame ni l'Ouganda de Museveni qui ont mis le « grand Congo » à genou, car les deux pays ne constituent qu'un simple bout d'iceberg que tout le monde voit. Le Rwanda et l'Ouganda ne sont en réalité que des bâtons visibles qui frappent le Congo, mais les mains qui tiennent ce bâton, elles, sont gantées et les personnes qui frappent sont cagoulées et masquées. C'est pourquoi ce livre s'est donné comme entre autres objectifs de leur ôter leur gant et de briser leur masque afin de faire découvrir à l'opinion publique, constamment désinformée, leur véritable visage et leur modus operandi basé sur la « stratégie du chaos et du mensonge ».

Honoré NGBANDA a été ambassadeur du Zaïre en Israël (1982-1985), responsable des Services de renseignements et de sécurité (1985-1990), ministre de la Défense (1990-1992) et conseiller spécial du président Mobutu en matière de sécurité.

Patrick MBEKO est analyste des questions géopolitiques et géostratégiques. Il a écrit entre autres « *Le Canada et le pouvoir tutsis du Rwanda* » (2014).



STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE



Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Quelques extraits de l'Avant-propos d'Honoré Ngbanda-Nzambo

«Quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle»

Amadou Hampâté Bâ

Au-delà de son contenu intrinsèque, ce livre se veut avant tout un message que ses deux co-auteurs ont voulu adresser à l'élite africaine en général et congolaise en particulier, toutes générations confondues.

En décidant de coécrire ce livre avec mon jeune frère Patrick Mbeko, j'ai voulu lancer un message d'interpellation. D'abord à la génération de mes aînés, ou du moins de ce qu'il nous en reste encore aujourd'hui, ainsi qu'à celle à laquelle j'appartiens moi-même, afin qu'ensemble nous prenions conscience du devoir sacré qui nous incombe de transmettre aux générations futures le bagage de nos savoirs et de nos erreurs, de nos réussites et de nos échecs, de nos doutes et de nos certitudes, de nos tâtonnements et de nos découvertes... Ainsi, nous leur ferons faire une bonne économie du temps dans leurs efforts à poursuivre l'œuvre sacrée et infinie de la construction et du développement permanent de notre pays vers l'horizon de son destin (....)

Des «hommes-bibliothèques» disparaissent ainsi avec leurs livres virtuels sans léguer aux générations futures le trésor de leurs expériences, confirmant ainsi ces propos restés célèbres de l'écrivain et ethnologue malien Amadou Hampâté Bâ qui a dit : *« quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle »*. Mon profond souci est d'arrêter cette série d'incendies criminels des bibliothèques de notre patrimoine historique (....)

Voilà pourquoi j'ai hautement apprécié l'initiative d'un «petit-frère», Patrick Mbeko, lorsqu'il m'a approché pour de me demander d'écrire avec moi un livre-interview, portant sur mes témoignages concernant ce que fut mon expérience personnelle durant les quinze dernières années du pouvoir du Marechal Mobutu. Période durant laquelle j'ai évolué au cœur du système. Mais ayant estimé qu'à travers mes deux précédents livres, «La Transition au Zaïre – Le long tunnel» et «Ainsi sonne le Glas – Les derniers jours du Maréchal Mobutu», j'y avais suffisamment livré ma lecture sur les dix dernières années de la 2^e République, et étant moi-même plus préoccupé par l'urgence de la menace qui pèse sur notre pays, la République Démocratique du Congo, suite au drame actuel qu'il traverse depuis bientôt vingt ans, j'ai proposé à mon jeune frère de travailler plutôt ensemble sur les causes profondes et lointaines de ces drames intervenus dans notre pays et dans la région de Grands Lacs.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

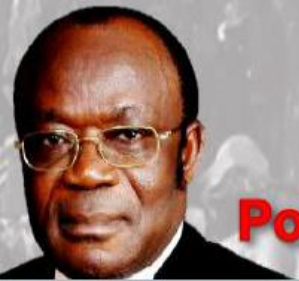
Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Car j'étais moi-même fortement impressionné par son livre, «Le Canada dans les guerres en Afrique centrale : génocide et pillages des ressources minières du Congo par le Rwanda interposé», qu'il venait de m'offrir avec un dédicace très émouvant : « *A papa Honoré Ngbanda, merci de nous avoir grandement ouvert les yeux. De la part d'un fils, Patrick Mbeko* ». Le contenu de ce livre fortement documenté a démontré, non seulement ses qualités de chercheur et d'écrivain, mais aussi et surtout sa prise de conscience et son engagement personnel vis-à-vis du cataclysme qui menace toute l'Afrique subsaharienne en général, et la République Démocratique du Congo en particulier. Ainsi, nous avons convenu de travailler ensemble pour apporter, autant que faire se peut, toute la lumière sur les guerres récurrentes et les crimes odieux qui endeuillent notre pays et toute la région de Grands Lacs Africains depuis 1990. Nous nous sommes donc fixé comme objectif d'identifier leurs véritables auteurs, leurs concepteurs, leurs commanditaires, leurs complices et leurs victimes, en vue d'établir le degré de responsabilité des différents groupes, tout en dénonçant le caractère sibyllin et dévastateur de leur modus operandi basé essentiellement sur la «stratégie du chaos et du mensonge», avec l'appui des puissants médias-mensonges qui leur servent de support et de rampe de lancement (...)

Mon plus grand souhait est qu'au travers de ce livre, la jeune élite congolaise et africaine d'aujourd'hui et de demain prennent conscience de la gravité du danger et sortent du sommeil hypnotique de la propagande des media-mensonges qui bombardent chaque jour leur cerveau avec des contre-vérités fabriquées dans leurs officines afin de les rendre malléables à gré. L'Amérique, l'Europe et l'Asie ont écrit et continuent d'écrire leur propre histoire. Pourquoi refuserait-on à l'Afrique le droit d'écrire elle aussi la sienne propre ? Ne répondez pas à cette question avant d'avoir lu ce livre !

Honoré Ngbanda-Nzambo Ko Atumba





STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE



Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Un extrait d'un sous-chapitre du livre : Qui est l'homme : « Joseph Kabila » ou Hyppolite Kanambe ?

(...) Selon les données contenues dans les fiches de renseignement des services zairois¹ à l'époque de la II^{ème} République, et que nous avons fait confirmer récemment, dans le cadre de ce livre, par des sources rwandaises au sein des services de renseignements et proches de Paul Kagame dont certains sont actuellement en exil, Adrien Kanambe était au départ membre du mouvement rebelle rwandais UNAR (Union Nationale Rwandaise) qui combattait le régime du président Juvénal Habyarimana. L'UNAR était d'abord alliée au CNL de Gaston Soumialot vers les années 1964. Adrien Kanambe a rejoint le maquis de L-D. Kabila dans les années 1965 lors du passage de Che Guevara cette année-là à l'Est du pays. Suite à son expérience, il deviendra le chef d'état-major de l'Armée populaire de Libération de L-D. Kabila vers les années 1967-1968. Adrien Kanambe ira alors clandestinement au Rwanda pour épouser sa femme, Marcelline Mukambukuje Katerebe et il la ramènera avec lui dans le maquis congolais. De leur union naîtra Hyppolite Kanambe alias « Joseph Kabila ». En novembre 1984, c'est donc Adrien Kanambe, chef d'état-major de l'Armée populaire de Libération qui dirigea l'offensive militaire ayant abouti à la première occupation de la ville de Moba pendant trois jours. Lors de sa deuxième tentative d'occuper de nouveau Moba au mois de mai 1985, le commandant en chef Adrien Kanambe subit cette fois-ci une grande perte et fut défait en quelques heures seulement par les troupes du général Mahele grâce à l'appui aérien des Mirages français et des Macchi italiens.

En effet, les services de l'AND², dirigés à cette époque-là par Honoré Ngbanda depuis février 1985, avaient reçu des informations précises et détaillées sur les préparatifs de cette attaque, grâce aux taupes recrutées au sein de l'état-major de l'armée de Kabila.

¹ Les services zairois, l'Agence Nationale de Documentation (AND), disposaient des sources infiltrées dans le dispositif du maquis de L.-D. Kabila ; ils avaient ainsi reçu des informations fraîches après la débâcle de l'attaque de Moba II en 1985. L.-D. Kabila avait échappé de justesse aux bombardements et n'avait pas digéré l'humiliation de cette débâcle qu'il avait imputée à la trahison de ses proches dont Adrien Kanambe. Ce dernier fut accusé de travailler pour le compte du président rwandais Habyarimana au profit de son ami le président Mobutu du Zaïre.

² C.N.D. (Centre National de Document) est l'appellation des services congolais qui a remplacé la Sureté nationale de Victor Nendaka.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Le président Mobutu, prévenu par les services, avait donc instruit son armée qui avait pris toutes les dispositions terrestres, aériennes et lacustres pour «accueillir» les assaillants.

L-D. Kabila digéra mal cette humiliation, d'autant plus qu'il échappa lui-même de justesse à la mort. C'est ainsi que lors du Congrès du PRP convoqué dans la forêt de Nyunzu après cette défaite, L-D. Kabila fit condamner à mort le commandant Adrien Kanambe par la Cour d'ordre militaire pour haute trahison, et le fit exécuter illico. Après la mort de son chef d'état-major, L-D. Kabila cohabita, comme dans ses habitudes, avec la veuve de sa victime, Marcelline Mukambukuje, la mère d'Hyppolite Kanambe. Les combattants tutsis rwandais qui se battaient au sein du PRP de L-D. Kabila par obédience à leur commandant et «frère rwandais», Adrien Kanambe, garderont longtemps ce douloureux souvenir. Il en sera de même d'Hyppolite Kanambe, fils biologique du défunt, qui avait environs 14 ans et avait été pleinement informé des conditions d'assassinat de son père. Ensemble ils auraient mijoté durant des années, nous dit un témoin rwandais, la vengeance de ce crime suivi d'outrage et d'humiliation pour eux. Et ils y parviendront un certain 16 janvier 2001 !

Petite parenthèse : après l'échec de l'attaque de Moba, dépouillé des meilleurs combattants tutsis rwandais qui ne voulaient surtout plus se battre pour le PRP après l'assassinat de leur chef Adrien Kanambe, L-D Kabila, privé de ses meilleurs combattants, se rendit en Ouganda où Museveni lui offrit de s'installer dans une ferme agricole dans la banlieue de Kampala. Dès le début de cet exode en 1988, l'Administrateur Général de l'AND, Honoré Ngbanda, s'était rendu à Kampala auprès de Museveni pour lui exprimer les préoccupations du président Mobutu au sujet de la présence du maquisard Kabila en Ouganda après avoir quitté son maquis de Tanzanie où tous les mouvements des maquisards et leurs familles étaient suivis à la loupe le long de la frontière lacustre grâce au consulat général du Zaïre à Kigoma (en Tanzanie), dont tous les consuls généraux qui s'y sont succédé entre 1970 et 1990, entre autres MM. Ilangwa e Yoka et Isekusu Isosambi, ainsi que tous les diplomates étaient tous, sans exception, des officiers des services zaïrois de renseignement extérieur³.

³ Le Consulat du Zaïre à Kigoma (situé au bord du Lac Tanganyika côté tanzanien) était une puissante antenne d'observation et d'infiltration des maquis du PRP de L-D. Kabila et des Rwandais qui se servaient de la Tanzanie comme base arrière pour le lancement de leurs attaques et pour leurs replis tactiques. Ces maquisards congolais et rwandais bénéficiaient du soutien matériel, politique et d'autres faveurs (passeports et sauf-conduits) de la part du président socialiste tanzanien Julius Nyerere. Grâce donc à l'infiltration, au noyautage et au retournement des membres de l'état-major de L-D. Kabila, les services de renseignement zaïrois étaient parvenus à constituer la liste de tous les maquisards du PRP ainsi que leurs complices et membres de famille dans le maquis et en Tanzanie.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

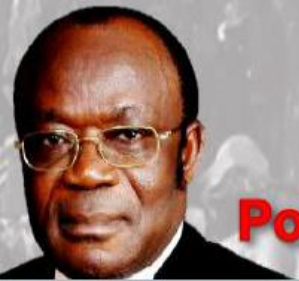
Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Les services zaïrois, qui suivaient à la loupe tous les mouvements de Kabila, disposaient ainsi de toutes les preuves de son séjour sur le territoire ougandais.

Le président Museveni ne pouvait donc pas nier les preuves qui lui étaient présentées par le patron des services zaïrois. Il reconnut d'emblée que L-D Kabila résidait bel et bien en Ouganda. Mais il se hâta de préciser que « l'homme ne représentait plus aucun danger pour la sécurité du Zaïre, parce que tous ses soldats et officiers rwandais du PRP l'avaient abandonné pour rejoindre leurs frères au sein de l'APR » qui s'apprêtait à faire mouvement vers le Rwanda, et que par conséquent, « L-D Kabila qui était réduit aux activités commerciales de trafic d'or et de café était sous surveillance des services ougandais ». Pour une fois, Museveni avait dit la vérité, car en ce moment-là, l'invasion du Zaïre n'était pas encore formellement programmée. Toutes les énergies étaient encore concentrées sur les préparatifs de l'assaut du Rwanda pour chasser du pouvoir le président hutu Juvénal Habyarimana.

Il est important de signaler que durant toute la période active du maquis, L-D. Kabila et Adrien Kanambe, comme tous les autres officiers de l'armée de PRP, avaient placé toutes leurs familles en sécurité en Tanzanie, sous la protection des services spéciaux du président tanzanien Julius Nyerere. La fiche du maquisard Kabila tenue à jour par les services zaïrois n'a jamais identifié la femme officielle de L-D. Kabila dans le maquis, pour la simple raison qu'il n'en avait jamais eue ! Selon les archives de l'AND emportées presque toutes à Kigali en mai 1997, dès l'entrée des troupes rwandaises à Kinshasa, L-D. Kabila avait accumulé jusqu'à environ treize maîtresses connues et identifiées. Parmi elles, un grand nombre était constitué des veuves de ses propres compagnons d'armes tués soit au combat, soit par lui-même. Dans le langage de communication des services, ces maîtresses de Kabila étaient désignées sous le code de « *disciples du Patriarche* ». Même dans ses notes privées, Che Guevara n'a pas manqué de stigmatiser cet aspect frivole de la vie sentimentale de L-D. Kabila qui l'avait très négativement frappé. Sifa Mahanya, la mère officielle de « Joseph » n'est pas sa vraie mère biologique.

Un autre témoignage flagrant vient de Leonard Mulopo, qui a travaillé un temps aux côtés de Laurent-Désiré Kabila avant de se retrouver dans l'opposition, et qui a bien voulu nous accordé un long entretien à l'occasion de ce livre. Il nous a rappelé un incident, qui a eu lieu à Kinshasa en 2003, et qui a échappé à l'attention des Congolais malgré l'alerte de certains médias de Kinshasa. En effet, les deux mères de « Joseph Kabila », Sifa Mahanya et Marcelline Mukumbukudje, auraient failli créer un sérieux scandale à Kinshasa suite à un affrontement entre elles.



STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE



Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

C'est l'ambassadeur américain à Kinshasa, William Lacy Swing, qui aurait étouffé le scandale en dépêchant rapidement son diplomate pour soustraire madame Marcelline Mukumbukudje qui sera par la suite envoyée aux États-Unis.

Le journal kinois *L'interprète* numéro 412 du 9 août 2003, sous le titre « *La CIA sur les traces des deux mamans de Joseph Kabila* », avait rapporté cet incident dans ses colonnes tout en pointant du doigt le rôle sournois de l'ambassadeur William Swing en RD Congo. Il n'est un secret pour personne que ce diplomate américain, au moment des faits, évoluait dans les circuits des services secrets américains dont il fut membre actif. Ce quotidien kinois, dont le tirage sur le scandale aurait été racheté en grande partie par une ambassade occidentale à Kinshasa, fut relayé à l'époque par le bimensuel *Mambenga* qui abonda dans le même sens. Malheureusement, les voix de ces deux petits journaux locaux ne portèrent pas loin. Même pas au sein de l'opinion nationale congolaise. Seuls les médias dominants occidentaux gardent le monopole de l'impact sur l'opinion des Africains. C'est la loi de la « jungle moderne » qu'est le monde d'aujourd'hui (.....)

Quelques extraits choisis

(...) À travers cet échantillon des prises de position et des déclarations émanant des diverses personnalités du monde, nous avons voulu démontré que la complicité de la communauté dite « internationale » dans le complot visant la balkanisation de la République Démocratique du Congo ne fait plus l'ombre d'un doute. Et c'est cette complicité-là qui explique, non seulement sa force apparente, mais aussi l'arrogance et l'insolence de Paul Kagame vis-à-vis de la colère du peuple congolais. Cela explique aussi son indifférence teintée de mépris à l'égard des résolutions souvent demeurées pieuses des Nations-Unies. Car les présidents rwandais et ougandais disposent, au-delà de ces institutions, des appuis solides des États-Unis, de la Grande Bretagne, du Canada et des lobbies mafieux à travers le monde, tous déterminés à piller les richesses de la République Démocratique du Congo.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Cet aveu de l'ancien patron des renseignements extérieurs rwandais, le colonel Patrick Karegeya, qui a collaboré longtemps aux côtés de Kagame avec les différents représentants des puissances occidentales qui le soutiennent dans son entreprise, cet aveu disions-nous, est révélateur de la complicité de l'Occident :

« Les grandes puissances savent que Kagame a les mains libres au Congo et elles ne veulent pas le provoquer. Croyez-moi, elles savent très bien ce qui se passe en coulisses. Et je trouve criminel de ne pas réagir à cela plus énergiquement »⁴.

Nous avons relevé ci-dessus les propos tenus par plusieurs imminentes personnalités et dont le contenu atteste sans équivoque l'existence d'un complot, ou du moins un projet inavoué, qui vise le morcellement de la RDC. Les déclarations publiques en faveur de la balkanisation de la RDC faites par un président français, un président rwandais, un ministre rwandais des Affaires étrangères, trois sous-secrétaires d'États américains aux Affaires africaines, des responsables politiques européens, un ancien secrétaire général de l'ex-OUA... ne suffisent-elles pas à prouver, non seulement l'existence d'un plan de balkanisation mais aussi la ferme volonté de sa mise en exécution imminente ?

Il appartient donc particulièrement à l'élite politique congolaise d'en tirer toutes les conséquences nécessaires et de prendre toutes les dispositions qui s'imposent. Car seule la barrière d'une opposition collective de tout un peuple pourrait arrêter la marche du rouleau compresseur des lobbies politico-financiers occidentaux. Il est donc naïf, voir criminel, devant les enjeux qui engagent ainsi l'avenir de tout un pays et pourquoi pas du continent africain tout entier, de distraire le peuple congolais avec des débats des « élections démocratiques » avec des dispositions constitutionnelles⁵, au lieu de le mobiliser totalement pour ce combat de souveraineté duquel dépend son existence demain en tant que nation libre, forte, unie et souveraine au cœur de l'Afrique (...)

(...) Les origines réelles des conflits qui ensanglantent l'Afrique en général et la région des Grands Lacs en particulier, depuis plusieurs années, sont à rechercher dans la nature géologique des États concernés.

⁴ Fred Magayani, *op.cit.*

⁵ Les tentatives de modification de la Constitution (pour permettre au président « Joseph Kabila » de briguer un troisième mandat alors que la constitution le limite à deux seulement) par le pouvoir de Kinshasa en vue des prochaines consultations populaires de 2016 fait l'objet d'intenses débats au sein de la classe politique congolaise et des acteurs étrangers qui soutiennent le processus électoral en RDC.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Les motivations de la guerre de 1996 et celle de 1998 tournant autour de la sécurité du Rwanda et de l'Ouganda sont de la pure littérature. Washington n'allait pas affréter ses navires et mobiliser ses « conseillers militaires » pour une guerre qui ne profite pas aux multinationales américaines.

Et pourtant, pendant des années, les motivations économiques des deux guerres du Congo furent occultées par les médias occidentaux qui les présentèrent comme des guerres à caractère ethnique. Le fameux « droit de poursuite » des « génocidaires » invoqué par Kigali, Kampala, leurs soutiens occidentaux ainsi que les médias-mensonges a servi à occulter les objectifs prioritaires d'ordre économique et commercial des agresseurs et à légitimer une invasion prédatrice de la RDC. Il fallut attendre 2001, soit près de trois ans après le début de la seconde invasion, pour qu'un rapport des experts des Nations Unies vienne confirmer hors de tout doute raisonnable l'existence d'une entreprise prédatrice d'envergure à l'Est du pays.

Les trois premiers « rapports du groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres richesses de la République démocratique du Congo » publiés entre juillet 2001 et octobre 2002, décortiquent dans les moindres détails « les réseaux d'élite » tissés entre milices, affairistes, mafieux et politiciens locaux, États voisins et multinationales pour piller le diamant, l'or, le cobalt, le coltan, le bois et autres richesses de la République Démocratique du Congo. Les experts de l'ONU ont dénombré près de 85 sociétés et multinationales du monde entier (États-Unis, Canada, Afrique du Sud, Chine, Émirats Arabes Unis, Finlande, France, Israël, Kazakhstan, Malaisie, Pays Bas, Suisse, etc.) impliquées dans cette vaste entreprise criminelle qui a causé des millions de morts dans le silence médiatique le plus cynique et le plus scandaleux que l'histoire moderne ait connu.

Selon les enquêteurs de l'ONU, ces entreprises ont violé les normes internationales, y compris les directives pour les entreprises multinationales de l'Organisation pour la Coopération Economique et le Développement (OCDE). Aucun des gouvernements participant à l'OCDE n'a à ce jour ouvert d'enquête sur la conduite d'une seule des entreprises listées. Au contraire, plusieurs gouvernements ont fait pression sur le Panel pour qu'il retire les noms des compagnies enregistrées dans leur zone de compétences ou qu'il déclare que de tels cas avaient trouvé une solution.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Sous la pression des États-Unis et du Royaume-Uni, une partie du rapport final rédigé en octobre 2003, plus précis que les précédents, fut censuré, car « elle contient des informations très sensibles concernant les acteurs impliqués dans l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesses de la République démocratique du Congo, leur rôle dans la prolongation de la guerre, ainsi que des données sur le lien entre l'exploitation illégale et le commerce illicite d'armes légères.»⁶ Au lendemain de la publication de ce rapport censuré en partie, plusieurs organisations de défense des Droits de l'Homme ont appelé le Conseil de sécurité pour lui dire qu'il «ne peut plus ignorer les preuves qui montrent clairement l'existence d'un lien entre l'exploitation des ressources et la guerre au Congo.

Il doit insister pour que les états membres amènent les entreprises et les individus impliqués à reconnaître leurs responsabilités, y compris les entreprises basées dans les pays occidentaux. Le monde des affaires doit donner la preuve de son engagement à changer ses façons de procéder dans les situations de conflit. » (...)

(...)*« Joseph Kabila »* continue donc de « régner » sur un pays sous-occupation et sous-tutelle étrangère. Au fond, il est dans son rôle d'agent étranger au service d'intérêts étrangers. Son imposition à la tête de la RDC par la « communauté internationale » a d'une part dissipé les tensions entre Kinshasa et le duo Kigali/Kampala et entre Kinshasa et la « communauté internationale » et, d'autre part, a permis au Rwanda et à l'Ouganda, on s'en doute, de maintenir leur hégémonie sur l'Est de la RDC dans la terreur la plus absolue. Le trio Kaguta-Kagame-« Kabila » (les **3K**) pérennise ainsi un État de non droit à l'Est de la RDC qui permet aux «puissances du Nord» et à leurs marionnettes de tirer, non seulement des dividendes financières à travers l'exploitation illicite des matières premières précieuses, mais aussi d'assurer le contrôle effectif de cette partie du territoire national. Et après avoir « provoqué » puis entretenu cet environnement de chaos, les mêmes «puissances du Nord» reviennent à la charge, tels des pompiers-pyromanes, en proposant des « solutions de sortie de crise » qui sont d'une hypocrisie remarquable. L'analyse approfondie de leurs « solutions » révèle toujours que celles-ci préservent plus leurs propres intérêts économiques et financiers qu'elles apportent un vrai changement en faveur des Congolais et de leurs intérêts.

⁶ Lettre datée du 20 octobre 2003, adressée par Mahmoud Kassem, président du Groupe d'experts de l'ONU, au secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan.

STRATEGIE DU CHAOS ET DU MENSONGE

Poker menteur en Afrique des Grands Lacs

Honoré NGBANDA NZAMBO & Patrick MBEKO

Ainsi a-t-on vu le Parlement européen appeler à l'adoption d'un système de traçabilité des matières premières en provenance de la RDC inspiré du processus de Kimberley (système de certification) pour les « diamants du sang » ayant financé la guerre dans les années 1990 en Sierra Leone et au Liberia.

Thierry Cornillet, le rapporteur permanent du Parlement européen pour l'aide humanitaire, a même suggéré que l'on mette sur liste noire les compagnies qui continuent à importer des minerais de RDC.

Aux États-Unis, il y a eu le *Congo Act* de Barack Obama passé en 2006 à l'époque où il était encore sénateur, le *Congo Conflict Minerals Act* introduit en 2009 par les sénateurs Brownback, Durbin et Russ Feingold (devenu depuis envoyé spécial des USA pour la région des Grands Lacs) puis la loi Dodd-Frank du sénateur du même nom. Toutes ces initiatives en apparence salutaires sont des véritables piège-à-con s'il l'on en croit le journaliste belge Raf Custers⁷. Elles viseraient non pas à limiter l'exploitation illicite des ressources naturelles du Congo mais plutôt à les placer sous le contrôle des États-Unis (....)

A paraître prochainement :



⁷ Custers Raf, *op.cit.* pp. 201-213.